

# CASAMANCE, L'IMPOSSIBLE RÊVE

Séparatisme en Catalogne et exploitation d'une mine de zircon : deux ingrédients qui réveillent dans le sud du Sénégal des velléités d'indépendance que Dakar veut contrer par le désenclavement de la région.

PAR FRANÇOIS JANNE D'OTHÉE, ENVOYÉ SPÉCIAL AU SÉNÉGAL

L'occasion était trop belle. A peine cinq jours après le « oui » en faveur de l'indépendance de la Catalogne, Ousmane Tamba, un responsable du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC) se rendait à Barcelone pour soutenir le président catalan Carles Puigdemont. Catalogne et Casamance, même combat ? La photo des deux hommes tout sourire a fait le tour de cette région du Sénégal coupée par la Gambie, et secouée de velléités autonomistes depuis... 1947. C'est même le plus vieux conflit d'Afrique ! C'est aussi l'archétype du conflit gelé : celui dont on ne parle plus guère, sans jamais avoir été résolu.

« Avec les Catalans, les Casamançais partagent les mêmes valeurs de liberté et d'indépendance, a clamé Ousmane Tamba. Nos deux peuples ont une longue tradition de résistance pacifique. La répression, quelle qu'elle soit, ne peut nous étouffer. » Une comparaison qui laisse dubitatif le chercheur Amadou Ndiaye, qui a consacré sa thèse à la résilience chez les femmes de Casamance : « La Catalogne est une entité bien organisée, avec son gouvernement et son parlement, alors que la Casamance n'a jamais été autonome, étant de plus divisée en trois régions, expose-t-il. En outre, la rébellion, ou ce qu'il en reste, est éclatée en factions différentes, ce qui affaiblit sa position à l'égard de l'Etat central. »

## « Une priorité nationale »

A sa naissance en 1947, le MFDC était une formation anticoloniale qui visait à affirmer l'existence politique de la Casamance (donnée par le Portugal à la France au XIX<sup>e</sup> siècle) et un meilleur accès aux ressources naturelles. L'agenda séparatiste ne s'est précisé que bien après l'indépendance, en 1960. Avec, comme figure emblématique, un prêtre : l'abbé Augustin Diamacoune Senghor. C'est lui qui prend la tête du combat face à un Sénégal qu'il accuse de vouloir coloniser le « grenier » casamançais. Le face-à-face s'envenime le 26 décembre 1982 : des manifestants retirent le drapeau sénégalais du palais du gouverneur et le remplacent par un drapeau blanc. Cette marche se termine dans le sang et marque le début de la lutte armée. L'abbé Senghor, lui, connaîtra plusieurs séjours en prison.

Attaques, guet-apens, villages rasés, plus de 60 000 réfugiés : le conflit en Casamance a emporté son lot de victimes durant les années 1990. Il faudra attendre le 30 décembre 2004, sous la présidence d'Abdoulaye Wade, pour parvenir à un accord de paix : le MFDC, représenté par l'incontournable abbé Senghor, accepte de remettre ses armes tandis que le gouvernement offre l'amnistie et l'intégration des ex-rebelles. Cela ne durera guère. Salif Sadio, indépendantiste pur et dur, qui rejette l'accord, est chassé de son repaire de Guinée-Bissau. Le conflit reprend. Augustin Senghor meurt en 2007, ce qui complique encore plus le processus de paix. En 2009, Ziguinchor, principale ville de Casamance, et ses alentours sont la proie de batailles rangées.

Quand l'actuel président Macky Sall arrive au pouvoir en 2012, il qualifie la recherche de la paix en Casamance de « priorité nationale ». Deux ans plus tard, un accord de cessez-le-feu est trouvé sous l'égide de la communauté catholique italienne Sant'Egidio. Depuis lors, les militaires sénégalais retenus comme prisonniers de guerre ont été libérés, et la trêve est respectée, si ce n'est quelques escarmouches « sans qu'on sache qui a fait quoi », révèle une source impliquée dans la médiation. L'éviction en 2016 du président de la Gambie Yahya Jammeh, de la même ethnie diola que les dirigeants rebelles, a également facilité la sortie de crise. Au grand soulagement de la population locale, fatiguée par tant d'années de guerre.

Mais la région sudiste est prête à s'enflammer à tout moment. Un projet d'exploitation d'une mine de zircon, une pierre précieuse proche du diamant, déchaîne à nouveau les passions. Le projet,

mené sur la côte par la société australienne Astron, a reçu le feu vert de Dakar. Or, c'est tout un écosystème qui pourrait être bouleversé. En outre, les retombées économiques seraient moindres que prévu, et le tourisme risque d'en pâtir. « Cela a réveillé les vieux démons », confirme Moussa Cissé, président du collectif des cadres casamançais, opposé au séparatisme. « Nous travaillons à une solution, nous avons rencontré tous les acteurs et nous nous apprêtons à faire une déclaration afin d'éclairer le MFDC, car la Casamance a besoin de se développer. Mais nous ne voulons pas que ce soit dans l'adversité. Il faut que les populations y adhèrent. »

## Rébellion divisée

Reste un gros problème : la division de la branche armée, un problème qui remonte aux années 1990, quand la guerre est apparue comme une source de revenus. Les factions rebelles se battaient autour du commerce juteux de la noix de cajou et du cannabis, tandis que les militaires faisaient main basse sur le trafic du bois. Chaque camp posait ses mines qui, aujourd'hui encore, tuent des civils. L'abbé Senghor n'était finalement que le paravent de la division du mouvement. L'intransigeant Salif Sadio, du « front nord », a fini par accepter la médiation de Sant'Egidio, au contraire de Caesar Badiate, du « front sud ». « Badiate continue d'exiger comme préalable l'unité du mouvement », explique un médiateur sénégalais, qui avance la vieille stratégie : « Si la négociation avance bien avec une des branches armées, l'autre suivra. »

« Le danger n'est pas encore complètement écarté, estime le chercheur Amadou Ndiaye. Il reste des maquisards dans la forêt. Mais tous les ingrédients sont réunis pour qu'on parvienne à une solution définitive. » Longtemps intransigeant sur l'unité du pays, l'Etat central avait réduit les revendications indépendantistes à de simples jacqueries portées par l'ethnie diola. Aujourd'hui, il insiste sur les projets lancés en faveur de la Casamance, notamment ce pont par-dessus le fleuve Gambie qui désenclavera la région et fera oublier les longues heures d'attente du ferry.

« La paix est irréversible », confirme le

Premier ministre sénégalais Mahammed Dionne, même si elle n'évacuera pas le sentiment indépendantiste qui reste « profond et permanent », pointe *Le Journal du Pays*, le site en ligne qui épouse cette cause. « Au Sénégal, on ne se bat pas, on palabre, conclut un Belge de Dakar. Ce pays n'a jamais connu de coup d'Etat, comme si son ADN était de vivre dans l'harmonie, celle des religions, des peuples et de ses vingt-cinq langues. Il nous donne un bel exemple de respect des minorités. » Un exemple à suivre... en Espagne? ♦